



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

France Stratégie

Le laboratoire d'idées public

Présentation générale

Une histoire déjà longue...

LES ORIGINES • **1946** : Création par le Général de Gaulle du **Commissariat Général du Plan**.
Il nomme Jean Monnet à sa tête.

L'ÂGE D'OR • L'institution, initialement point de contact pour le plan Marshall, a joué un rôle clef dans la modernisation du pays après la Seconde Guerre mondiale.
La consultation systématique des partenaires sociaux devient une composante structurelle forte de l'identité du Plan.

LES DÉFIS • Après les chocs pétroliers, perte de sens de la planification à moyen terme.
Suspicion à l'égard de la planification dans les années 1980 et 1990.
Le Commissariat conserve toutefois un rôle de réflexion stratégique et prospective.

LA REFONTE • **2006** : création du Centre d'analyse stratégique par le Premier ministre Dominique de Villepin.
2012 : à la suite de la Première grande conférence sociale, mission Yannick Moreau sur la réforme du Centre d'analyse stratégique.
2013 : création du **Commissariat général à la stratégie et à la prospective (France Stratégie)** par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, avec des missions étendues.



Le contexte et les objectifs

LE RETOUR DU MOYEN TERME

- Renforcement des politiques tournées vers la croissance potentielle et nécessité de réformes économiques et sociales structurelles
- Des changements majeurs en cours (vieillessement, révolution numérique, transition énergétique, métropolisation, etc.) appellent une programmation de l'action publique
-

DES DÉFIS SIGNIFICATIFS POUR LA FRANCE

- Détérioration de sa performance économique relative
 - Inquiétudes quant à la compétitivité et à la désindustrialisation
 - Soutenabilité du modèle social
 - Lignes de fracture au sein de la société (sociale, générationnelle, géographique, identitaire)
-

UN BESOIN D'INNOVATION PUBLIQUE

- Trop grande inertie dans la dépense publique, faible réallocation des moyens
 - Politiques en silo, multiplicité des dispositifs, complexité des organisations
 - Besoin d'évaluation des politiques existantes et des options envisageables
-

LE RÔLE DU DÉBAT ET LA CONSTRUCTION DU CONSENSUS

- Inefficacité de l'approche *top-down*
- Nécessité de construire des diagnostics partagés
- Recherche de consensus



Le rôle de France Stratégie

NOTRE MISSION :
INVENTER LES POLITIQUES
PUBLIQUES DE DEMAIN

- Évaluer les politiques publiques dans une perspective de moyen terme
- Promouvoir l'innovation et une culture des politiques publiques fondée sur des faits
- Construire confiance et consensus autour de diagnostics partagés
- Définir les options pour le changement

COMMENT



ÉVALUER les politiques publiques



ANTICIPER les défis



DÉBATTRE avec une pluralité de parties prenantes



PROPOSER de nouvelles solutions





QUOI ?

- Les politiques actuelles (*ex post*)
 - La programmation des politiques futures (*ex ante*)
 - Les leçons à tirer des expériences étrangères
-

POURQUOI ?

- Distinguer clairement entre faits et préférences
 - Promouvoir un débat public fondé sur des données objectives
-

COMMENT ?

- Assurer une évaluation des politiques publiques neutre et rigoureuse
 - Investir dans des techniques et des méthodes de travail
 - Confier les travaux de recherche à des laboratoires indépendants
-

EXEMPLES

- Comité de suivi des aides publiques aux entreprises et des engagements (avec les parlementaires et les partenaires sociaux)
- Évaluation des politiques d'innovation
- Comité d'examen du Programme investissements d'avenir
- Évaluation a priori par un comité d'experts indépendant de la loi pour la croissance et l'activité (Loi Macron)



Anticiper



- QUOI ?**
- Les défis démographiques, technologiques, environnementaux, économiques, sociétaux et internationaux
 - Des horizons très différents selon les sujets, en général de moyen terme (5-10 ans)
-
- POURQUOI ?**
- Se préparer à l'inévitable comme à l'inattendu
 - Aider les acteurs publics, économiques et sociaux à se concentrer sur le futur
-
- COMMENT ?**
- Développer la recherche dédiée
 - Dialoguer avec les différents praticiens
 - Échanger avec les homologues dans d'autres pays
-
- EXEMPLES**
- **Projet 2017/2027**
 - « Les métiers en 2022 », « L'action publique de demain »
 - Travaux des organismes du réseau dédiés aux retraites, à la santé, au financement de la protection sociale, à l'emploi...



Débattre



QUOI ?

- Identifier les défis pour l'économie et la société
- Formuler des propositions de politiques publiques

POURQUOI ?

- Clarifier la nature des désaccords et réduire le champ des divergences
- Tester des réponses potentielles et
- Améliorer les propositions de politique publique

COMMENT ?

- Ateliers et conférences avec experts, praticiens et différentes parties prenantes
- Echanges permanents avec les partenaires sociaux et la société civile
- Consultations régulières les parlementaires et les collectivités territoriales
- Création d'espaces de débat en ligne dédiés à différentes thématiques
- Débats avec experts et partenaires internationaux

EXEMPLES

- Plateforme RSE
- Cycle de débat « Mutations sociales, mutations technologiques »
- Consultation sur les nouveaux indicateurs de richesse
- Large consultation nationale pour le rapport *Quelle France dans dix ans ?*
- Sommet des partenaires sociaux français et allemands Implication des partenaires sociaux dans les instances du réseau (retraites, famille, santé, financement de la protection sociale)





QUOI ?

- Réformes de politiques publiques nationales
 - Réformes des politiques internationales, et en particulier européennes
 - Pistes pour les collectivités territoriales
-

POURQUOI ?

- Améliorer l'efficacité des politiques
 - Renforcer leur dimension transversale (opposée à l'approche en silo)
-

COMMENT ?

- Rapports publics
 - Notes au Président de la République et au Premier ministre
 - Travaux avec différents ministres (Économie, Travail, Éducation, Réforme de l'État..)
 - Consultations avec les instances européennes et internationales (FMI..)
 - Débouchés législatifs éventuels
-

EXEMPLES 2016

- Rapport *Quelle finalité pour quelle Ecole ?*
- Rapport *L'enseignement supérieur français par-delà les frontières : l'urgence d'une stratégie*
- Rapport *Le coût économique des discriminations*
- Rapport *La révolution numérique et le marché du logement*
- Rapport *L'insertion professionnelle des jeunes*



Le projet 2017/2027

Publication d'une série de dossiers destinés à éclairer, de manière non partisane, les grands enjeux de la décennie à venir.

LA DÉMARCHE

2017
2027

- À partir de mars 2016 : publication de treize *notes d'enjeux*
- Organisation de débats, recueil et mise en ligne de contributions d'experts et d'acteurs de la société civile
- À partir de décembre 2016 : publication d'*actions critiques*, éclairant des choix plus délimités et plus concrets

LES NOTES ENJEUX

- Croissance et répartition des revenus
- Dette, déficit et dépenses publiques : quelles orientations ?
- Dynamiques et inégalités territoriales
- Quels leviers pour l'emploi ?
- Europe : sortir de l'ambiguïté constructive ?
- Quelles priorités éducatives ?
- Climat : Comment agir maintenant ?
- Jeunesse, vieillissement : quelles politiques ?
- Tirer parti de la révolution numérique
- La croissance mondiale d'une décennie à l'autre
- Nouvelles formes du travail et de la protection des actifs
- Compétitivité : que reste-t-il à faire ?
- Quels principes pour une fiscalité simplifiée ?

LES NOTES ACTIONS CRITIQUES

- Le véhicule propre au secours du climat
- Quelle architecture pour l'avenir de la zone euro ?
- Quelle autonomie pour les établissements scolaires ?
- Repenser la protection des actifs
- Quelle fiscalité du logement ?
- Comment réformer la fiscalité des successions ?
- Comment réduire la sensibilité du système de retraite à la croissance ?
- Répondre à l'innovation disruptive
- Énergie centralisée ou décentralisée ?
- La transition lycée-enseignement supérieur
- Quelle politique du temps de travail
- Mobiliser l'épargne pour le financement des startups
- Élaborer une stratégie nationale de compétences
- Mieux investir au service de la croissance



Quel fonctionnement ?

DIVERSITÉ INTERNE DE L'EXPERTISE ET DES PARCOURS

- Une équipe de plus de 40 experts permanents, 15 conseillers scientifiques, 20 agents affectés aux fonctions support (RH, finances, affaires intérieures et archives)
- Des expertises variés (économistes, juristes, ingénieurs, sociologues, politistes)

UNE EXPERTISE EN LIBRE ACCÈS

- Interaction constante entre les experts de France Stratégie et un réseau plus large d'experts

UN POSITIONNEMENT TRANSVERSAL

- Placé auprès du Premier ministre, France Stratégie est en mesure de mobiliser l'expertise de tous les ministères

TRANSPARENCE

- Les publications sont accessibles gratuitement depuis notre site
- Les documents de séance des groupes de travail sont généralement mis en ligne

AUTONOMIE

- France Stratégie est seule responsable de ses publications
- Travail effectué dans l'intérêt général sans esprit partisan
- Interaction possible avec tous les partis et avec les acteurs sociaux et territoriaux
- Capacité à proposer des initiatives
- Communication indépendante



Développer de larges compétences grâce à un modèle de recherche en cercles concentriques

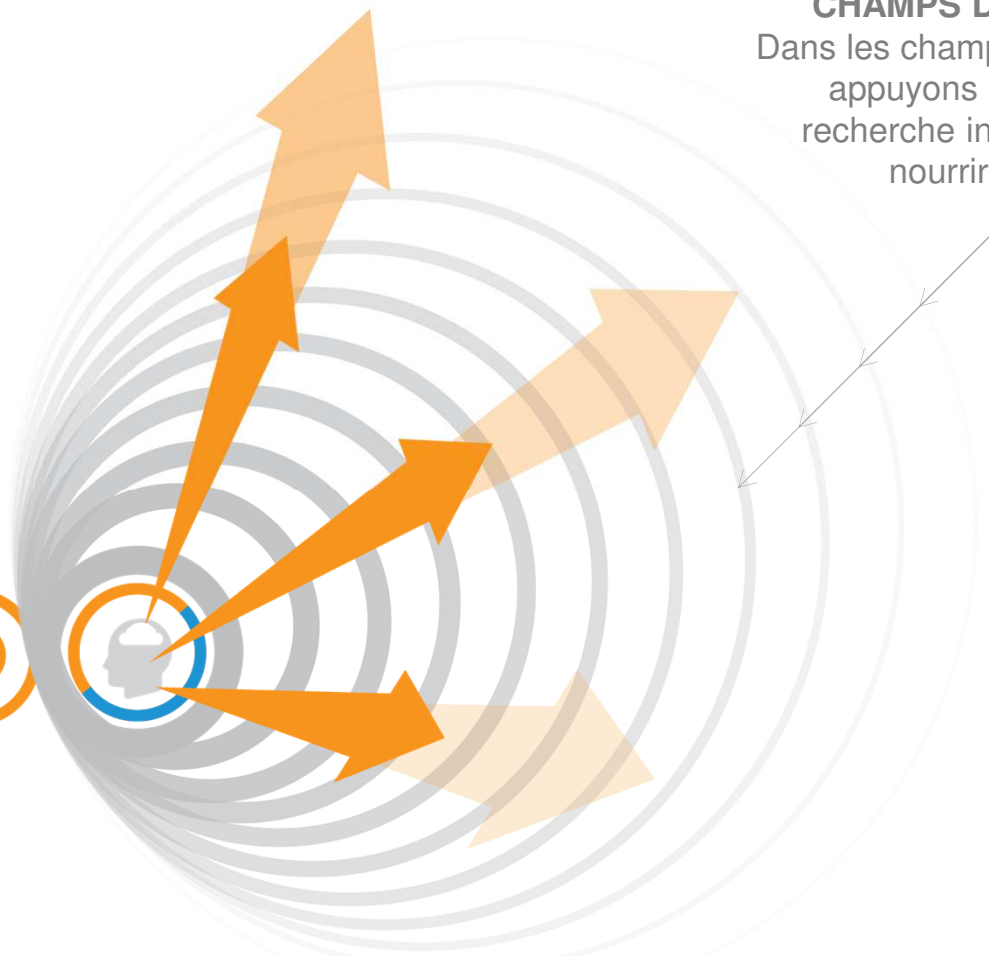
CHAMPS D'INVESTISSEMENTS
Nous investissons dans des **compétences** « cœur » ...



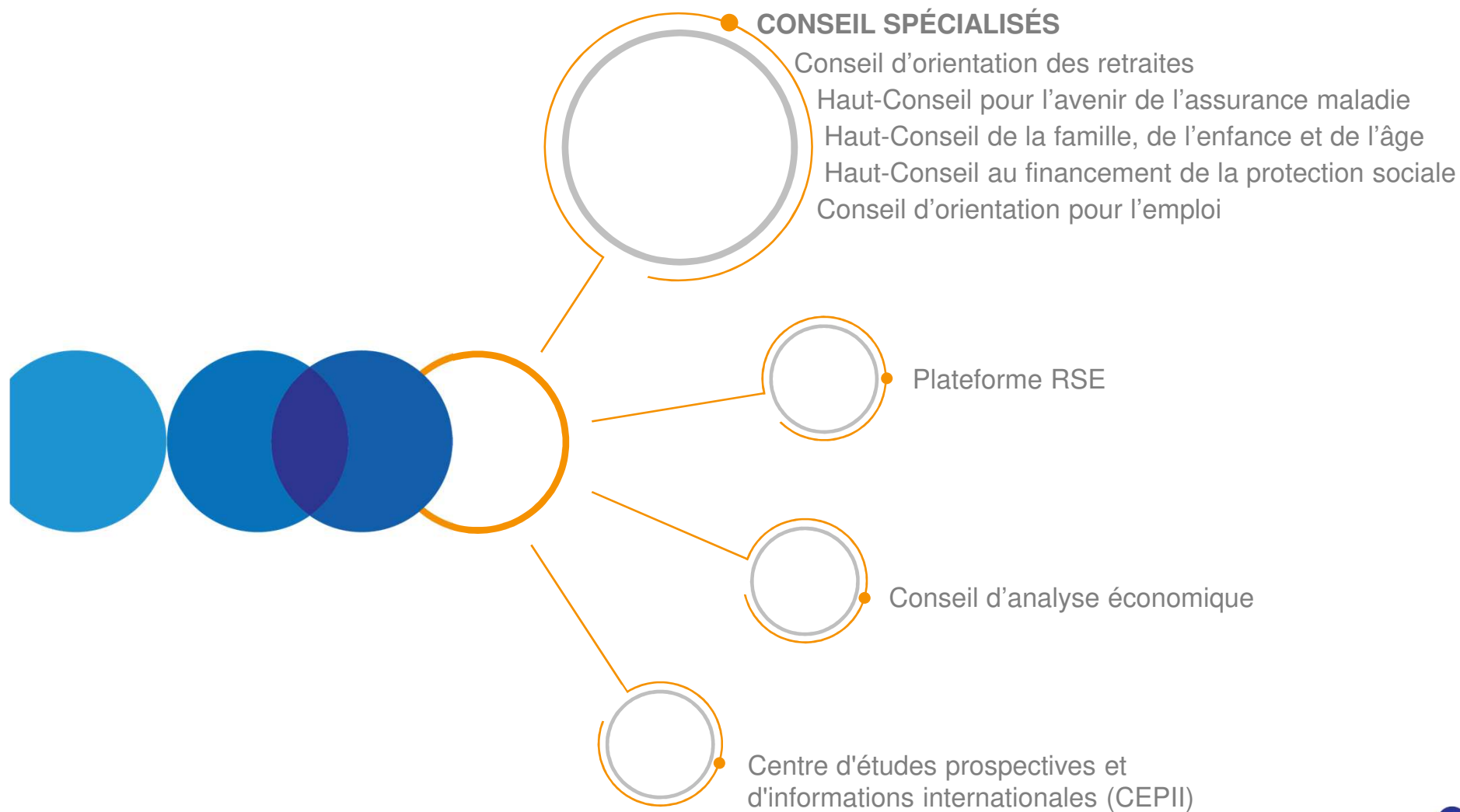
... et dans les **instruments** correspondants pour atteindre un haut niveau d'expertise.

CHAMPS D'INTERVENTION

Dans les champs liés, nous nous appuyons sur les travaux de recherche internationaux pour nourrir le débat national.



Le réseau de FRANCE STRATÉGIE



De multiples interactions

SPHÈRE PUBLIQUE

- Gouvernement
- Collectivités territoriales
- Assemblées
- Institutions sociales
- Organismes de contrôle



SOCIÉTÉ CIVILE

- Partenaires sociaux
- ONG
- Think tanks



INTERNATIONAL

- Union européenne
- Homologues

Mise en place de partenariats internationaux : Development Research Center of the State Council (Chine) et Institut Tunisien des Études Stratégiques (Tunisie)



RECHERCHE

- Universités
- Centres de recherche



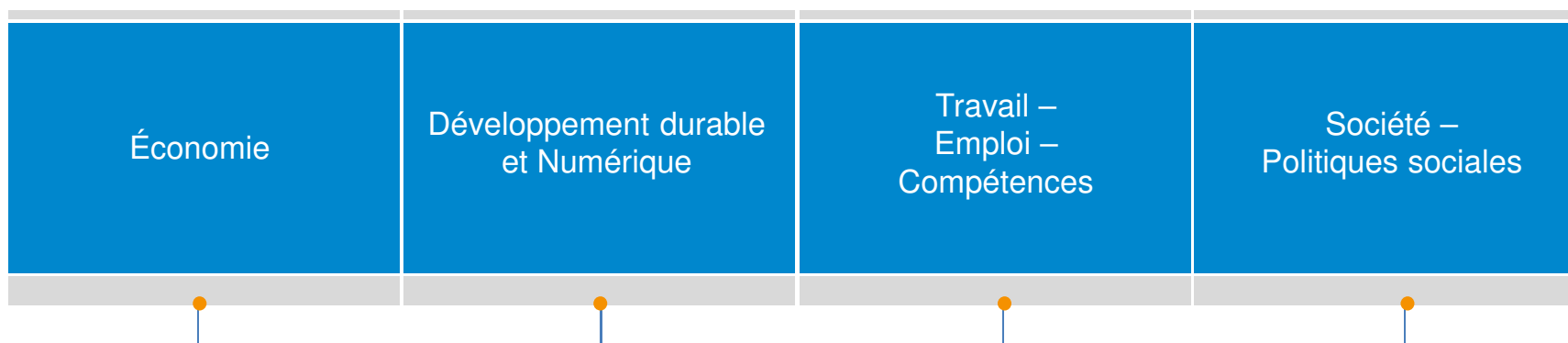
Principaux rapports et notes d'analyse depuis 2014

- Lutter contre les stéréotypes filles-garçons (janvier 2014)
- Quelle France dans 10 ans ? (juin 2014)
- Réduction des dépenses publiques : les leçons de l'expérience (juillet 2014)
- Favoriser l'insertion économique des jeunes issus de l'immigration (mars 2015)
- La fiscalité du numérique (mars 2015)
- L'action publique de demain (avril 2015)
- Les métiers en 2022 (avril 2015)
- Au-delà du PIB, un tableau de bord pour la France (juin 2015)
- Rapport Combrexelle, négociation collective, travail et emploi (septembre 2015)
- Le compte personnel d'activité, de l'utopie au concret (octobre 2015)
- Comprendre le ralentissement de la productivité en France (janvier 2016)
- Quinze ans de politiques d'innovation en France (janvier 2016)
- L'économie circulaire, combien d'emplois ? (avril 2016)
- Comment évaluer l'impact des politiques publiques ? (septembre 2016)
- Le coût économique des discriminations (septembre 2016)
- Quelle finalité pour quelle Ecole ? (septembre 2016)
- L'enseignement supérieur par-delà les frontières : l'urgence d'une stratégie (septembre 2016)
- Lignes de faille, une société à réunifier (octobre 2016)
- La révolution numérique et le marché du logement (novembre 2016)
- Peut-on éviter une société d'héritiers (janvier 2017)
- L'insertion professionnelle des jeunes (janvier 2017)
- Dynamique de l'emploi et des métiers : quelle fracture territoriale ? (février 2017)



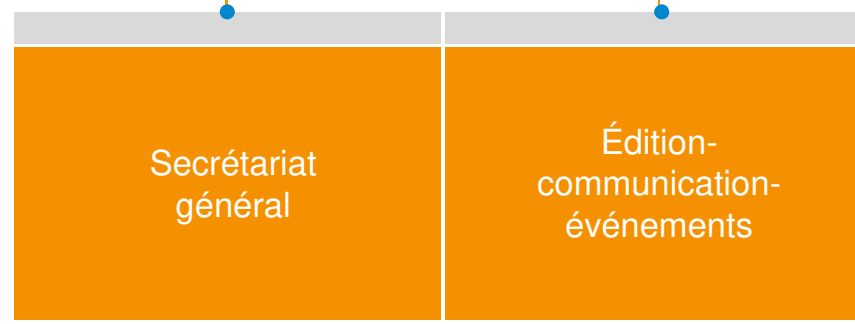
Organisation

QUATRE DÉPARTEMENTS SECTORIELS



FRANCE STRATÉGIE

Commissaire général – **Michel Yahiel**
Commissaire général adjoint – **Fabrice Lenglard**



DEUX SERVICES TRANSVERSAUX



RETROUVER LES DERNIÈRES ACTUALITÉS DE FRANCE STRATÉGIE



www.strategie.gouv.fr



[francestrategie](https://www.facebook.com/francestrategie)



[@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



www.linkedin.com/company/france-strategie



www.youtube.com/strategiegouv



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.
